

Echos des mobilisations (19 mai)

Eure

Inclusion scolaire systématique et forcée : Stop à cette maltraitance institutionnalisée !



Rassemblement mardi 19 mai devant l'école primaire de Romilly sur Andelle !

Depuis plusieurs mois, dans cette école (comme dans beaucoup d'autres), un élève en situation de handicap a multiplié les crises, les insultes, les fugues, les agressions physiques, ... amenant les personnels enseignants et AESH à vivre un calvaire face à une situation relevant plutôt du médical que du pédagogique !

Depuis plusieurs semaines, le SNUDI FO 27 alerte l'IEN et de la DASEN sur cette situation et intervient afin qu'une solution pérenne soit trouvée pour cet enfant et que les personnels AESH et enseignants puissent effectuer leurs missions d'enseignement et d'accompagnement.

Les enseignants de l'école étaient en grève ce mardi 19 mai, soutenus par le SNUDI FO, et plusieurs écoles (une centaine de participants), qui sont venus manifester devant l'école de 10h à 14h.

Académie de Toulouse

L'académie de Toulouse a 1 médecin pour plus de 50 000 agents, ce qui est largement insuffisant et pourtant le Rectorat s'apprête à procéder à son licenciement ! C'est inacceptable ! La FNEC FP-FO invite les collègues à signer et faire signer massivement [la pétition](#) contre le licenciement de la médecin du travail et à participer massivement au rassemblement mercredi 20 mai 14h au Rectorat.

Puy-de-Dôme

Grève au collège Lucie Aubrac à Clermont Ferrand :

Suite à une HIS les collègues ont massivement voté la grève mardi 19 pour exiger des moyens vie sco et un abondement de la DHG suite aux réunions collèges en progrès où ils ont bien senti qu'ils se faisaient prendre pour des cons. Une 30aine de grévistes a bloqué l'entrée du collège. Audience à 15h30 pour porter les revendications. Un rapport de force construit et efficace...



Finistère

La propagande guerrière n'a rien à faire dans nos facs !

Communiqué intersyndical suite à l'annulation à l'UBO ce 19 mai d'une réunion intitulée « *Les Finistériens face à la guerre : rapprocher les citoyens des enjeux de Défense à l'heure des nouvelles conflictualités* » animée par Mélanie Thomin (députée PS de la sixième circonscription Châteaulin-Carhaix) et Nicolas Roche (secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale) :

« La mobilisation des personnels et étudiants de l'UBO avec la CGT, SUD, l'Union Pirate, FO ainsi que France Palestine et l'Université européenne de la Paix a abouti à l'annulation de la conférence-debat, qui se tenait à l'UBO, « Les Finistériens face à la guerre : rapprocher les citoyens des enjeux de Défense à l'heure des nouvelles conflictualités » animée par Mélanie



Thomin (députée PS de la sixième circonscription Châteaulin-Carhaix) et Nicolas Roche (secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale).

C'est une première victoire dont nous nous félicitons et nous nous mobiliserons chaque fois que nécessaire pour dire :

Stop à la militarisation de l'enseignement supérieur, non aux intrusions de hauts-gradés dans les universités pour faire la propagande belliciste du gouvernement, retrait de la loi de programmation militaire qui attaque directement les libertés de tous les personnels de la recherche, qui empiète aussi sur tous diplômés et cursus pour embrigader la jeunesse ! »



La réunion est finalement annulée : les militaires hors de nos facs !

Ille-et-Vilaine

3 rassemblements ont eu lieu en Ille-et-Vilaine le 12 mai dernier : le SNFOLC 35 y était :

- Les personnels et les parents d'élèves du collège la Binquenais à Rennes étaient rassemblés devant la DSDEN 35 pour dénoncer la dégradation des conditions de travail et d'apprentissage dans l'établissement. 90% des personnels en grève. La mobilisation se poursuit (rassemblement 19 mai).
- Les personnels et les parents d'élèves du collège Jean Moulin à St Jacques de la Lande étaient devant la DSDEN 35 avant de monter en audience avec le DASEN. Ils continuent de demander des moyens supplémentaires pour baisser les effectifs des classes et le recrutement d'aesh supplémentaires.
- Les organisations étudiantes étaient rassemblées à Rennes pour revendiquer : le retrait des textes supprimant les exonérations pour les étudiants étrangers hors UE.

Le SNFOLC 35 était présent à chacun de ces rassemblements car il est essentiel de soutenir les personnels, parents et étudiants dans leurs luttes.

Grève à partir du 26 mai avec les éducateurs spécialisés : contre l'inclusion à marche forcée !

Les syndicats de l'Action Sociale et de la Santé privée appellent à se mobiliser à partir du mardi 26 mai 2026 pour défendre l'enseignement spécialisé. Le SNFOLC 35 appelle à rejoindre les camarades de l'action sociale et de la santé dans la grève dès le 26 mai.

Pour l'Abandon des Pôles d'appuis à la Scolarité (PAS) / la Création des places nécessaires dans les établissements médico-sociaux / le Respect des notifications de la MDPH.

Paris



Lycées Voltaire, Turquetil et Dorian ce mardi 19 mai :

Stop au génocide à Gaza
et aux bombardements en Iran
et au Liban !
Non au budget de guerre !
Non aux classes Défense :

Les personnels ne lâchent rien !

Rhône

Mobilisation pour des moyens supplémentaires dans les lycées :

Les lycées mobilisés depuis le mois de mars pour des moyens supplémentaires continuent et coordonnent leurs actions.

Ils se réunissent ce soir (18 mai) avec des parents d'élèves, et prévoient un rassemblement devant le rectorat (92 rue de Marseille, 7e), ce jeudi 21 mai à 13H00.

Le SNFOLC69 et la FNEC-FP-FO69 les soutiennent, n'hésitez pas à les rejoindre également, et au besoin, à apporter vos cahiers de revendications !

Hauts-de-Seine

Le 7 mai, la FNEC-FP FO 92 organisait un stage à destination des AESH du département. Le stage a réuni 36 AESH au collège La Fontaine d'Antony. Les échanges ont donné lieu à la rédaction en commun d'un appel (en PJ) à diffuser largement à vos collègues.

Val d'Oise

Plusieurs établissements cherchent à se mobiliser pour dénoncer ce budget insuffisant qui détruit systématiquement nos conditions de travail. Ainsi mardi 12 mai dernier, 46 parents d'élèves, instituteurs, professeurs se sont réunis à la maison de quartier des Vignes à Sarcelles, pour discuter de la fermeture programmée de 14 classes d'école primaire à Sarcelles pour 2026 et des conditions dégradées dans les établissements du 95. Il y avait des enseignants du lycée Cassin de Gonesse, lycée JJ Rousseau de Sarcelles, collège Henri Matisse de Garges, Vinci de Bouffémont, écoles Jaurès, Camus, Anatole France, Jean Macé de Sarcelles.

Les parents d'élèves et les enseignants de l'école Jean Jaurès de Sarcelles s'apprêtent à suivre la grève du jeudi 21 mai et envisagent une journée "école morte" et/ou "école occupée" le vendredi 22 mai qu'ils vont proposer aux autres établissements de Sarcelles pour faire ensuite **une marche jusqu'à la mairie de Sarcelles** dont les adjoints étaient présents à la réunion.

Au **collège Jean Zay de Saint-Gratien**, les enseignants sont **en grève depuis le 11 mai car le collège perd 612h** alors **qu'il y a 28 élèves en plus** et que le niveau de réussite au brevet est descendu à 66%, l'un des plus bas du Val d'Oise.



Académie de Normandie

Communiqué CROUS NORMANDIE : Frais de transport : Force Ouvrière agit pour les agents

Le syndicat Force Ouvrière du CROUS Normandie a officiellement saisi la Direction Générale afin de demander la mise en place d'une participation financière aux frais de transport pour les agents utilisant leur véhicule personnel pour se rendre sur leur lieu de travail.

Dans un contexte de hausse continue du coût des carburants et des dépenses liées à l'automobile, cette situation impacte directement le pouvoir d'achat de nombreux collègues.

Beaucoup d'entre nous n'ont pas d'alternative réelle : horaires décalés, prises de poste matinales ou tardives, sites mal desservis par les transports en commun... autant de contraintes inhérentes à nos missions de service public qui rendent l'usage d'un véhicule personnel indispensable.

Face à cette réalité, Force Ouvrière revendique :

La mise en place d'une participation du CROUS Normandie aux frais de transport

La prise en compte des contraintes spécifiques liées aux conditions de travail

Une mesure équitable pour l'ensemble des agents concernés

Cette démarche vise à obtenir une reconnaissance concrète des efforts fournis par les personnels et à défendre leur pouvoir d'achat.

Pétition : Monsieur le ministre, augmentez les salaires des AED maintenant et budgétez une grille nationale pour tous les AED !

Les Assistant(e)s d'Éducation (AED), personnels de vie scolaire, collègues et soutiens du service public d'éducation, constatent une situation devenue intenable dans *l'académie de Normandie* et partout en France. En CSA ministériel le 5 mai 2026, le ministère a confirmé avoir annoncé aux académies qu'il n'abonderait aucun budget pour les revalorisations des AED, même pour les académies où ces grilles ont déjà été actées en CSA académique comme à Dijon. Fin avril, le ministère de l'Action et des comptes publics avait écrit aux ministres que l'augmentation des dépenses de la défense nécessitait de faire économies partout ailleurs ! Dans l'académie de Normandie, faute de budget, le groupe de travail du 25 novembre 2025 n'a finalement débouché sur aucune grille indiciaire pour les AED, renvoyant l'arbitrage au ministère.

La réponse du ministère est une véritable provocation !

Cette réponse condamne les AED à rester les seuls agents de l'Éducation nationale dont le salaire est bloqué au SMIC au moment où l'inflation repart à la hausse, où tout augmente et en particulier le coût des déplacements avec la flambée des prix des carburants. Les AED n'auront bientôt plus les moyens d'aller travailler.

La réponse du ministère c'est aussi d'aboutir à une situation où d'une académie à l'autre, pour un même temps de travail, des obligations de service identiques, les rémunérations puissent varier. FO revendique, le respect du principe « À travail égal, salaire égal ».

Et pourtant, les AED sont indispensables au fonctionnement quotidien des établissements scolaires. Cette situation est injuste et ne reflète ni leur engagement, ni leurs responsabilités. La mise en place d'une grille de rémunération et d'avancement indiciaire a été possible pour les AESH, elle doit l'être pour les AED. Le SNFOLC n'accepte pas un tel mépris.

Je signe pour l'augmentation des salaires des AED et pour la mise en place à l'échelle nationale d'une grille indiciaire de rémunération pour les assistants d'éducation et ce dès la première année de CDD. Grille qui pourrait évoluer en tenant compte de la hausse du coût de la vie et de l'inflation.